

■ Les participants du Parlement jeunesse suivent la politique et s'informent.

■ L'affaire Publifin ne les rebute pas. Au contraire, elle les motive.

L'offre politique ne les convainc pas.

Dossier réalisé par Stéphane Tassin

### Le contexte

**Le "Jeugde Parlement jeunesse"**. Ils ont entre 17 et 25 ans, ils sont un peu plus de cent et toute cette semaine, ils sont au Sénat. Ils sont là pour apprendre et comprendre le processus qui mène une idée à devenir une loi. Certains jouent le rôle des élus, d'autres jouent au ministre, certains y tiennent la place des journalistes. Qui sont ces jeunes qui s'intéressent encore à la chose publique? Veulent-ils s'engager en politique? Les affaires en cours dégoûtent-elles ces étudiants? Rencontre.

# La politique intéresse encore la jeunesse

## "Nous vivons une crise de la démocratie"

**L**a grosse centaine d'étudiants qui participe au Parlement jeunesse est forcément intéressée par la chose publique. Mais pourquoi? *"C'est une belle expérience pour confronter ses idées"*, explique Gauthier. *"On arrive dans une période de l'histoire où les gens veulent s'engager de plus en plus. Nous vivons une crise de la démocratie et, en tant que jeunes, nous avons peut-être des idées qui pourraient enrichir le discours politique actuel"*. enchaîne Albane.

### Garder un esprit neuf

Pour François-Guillaume, l'actualité internationale joue aussi un rôle important dans l'intérêt de ces jeunes: *"Ce qu'il se passe actuellement est assez unique. Les signaux qui viennent de l'étranger font peut-être que notre jeunesse est un peu différente des autres"*.

Enfin, pour Henri, qui assiste pour la deuxième année consécutive au Jeu-

gde Parlement jeunesse, *"c'est peut-être avec des projets à petite échelle que l'on pourra amener autre chose"*.

Cette envie de tout remettre à plat, propre, pour certains, à l'âge de nos interlocuteurs, Gabriel l'envisage aussi à long terme: *"Peut-être que lorsqu'on aura 40-50 ans, on voudra défendre nos apports face à une jeunesse qui veut tout changer"*. *"Mais, enchaîne Henri, j'espère que toute ma vie, j'arriverai à avoir un esprit neuf"*.

S'intéresser à la chose publique, c'est évidemment aussi s'informer. Et si les journaux papier semblent dater d'un autre âge, nos interlocuteurs les consultent encore. *"C'est de l'information plus recherchée. Mais je me tourne aussi vers 'Le Monde diplomatique', par exemple. Je pense qu'il y a moyen de s'informer via les médias traditionnels"*, confirme Gauthier qui, comme les autres, écoute aussi beaucoup la radio. *"Avec les podcasts, c'est pratique"*, conclut Gabriel.

## "Publifin renforce l'envie de faire de la politique autrement"

**L'**affaire Publifin et le climat qui entoure actuellement le monde politique belge dans son ensemble ne servent-ils pas de repoussoir pour ces étudiants, appelés demain à jouer un rôle dans notre société? *"Le*

*problème du pouvoir, c'est la logique de carrière. Quand on passe dans cette logique, alors on s'y accroche. Publifin, c'est choquant, mais je ne suis pas étonné. On a tous envie de faire de la politique*

*autrement et ce genre d'affaire ne fait que renforcer cette envie. Mais si on veut que les jeunes s'y intéressent, il faut changer le système"*, explique Gauthier.

Pour Albane, *"il y a un problème de transparence. Au final, notre méfiance envers le système politique s'accroît"*. Henri, lui, pose un

préalable au rôle d'un élu et propose déjà une solution pour recréer du lien: *"L'élu a un mandat envers ceux qui l'ont élu, parfois il l'oublie. J'aime bien le système anglais pour les élections dans les communes. Ils ont des circonscriptions à l'intérieur de la commune. C'est très bien parce que le gars qui a été élu, les gens le connaissent bien et peuvent l'interpeller facilement. En Belgique, notre système est trop partocratique"*.

Et Gauthier poursuit sur cette dernière idée: *"Ce qui est dommage, c'est que quelqu'un ne peut plus avoir une opinion et la défendre en politique sans passer par un parti. C'est antidémocratique car il faut passer par la reconnaissance d'un parti et des procédures internes"*.

Manifestement, l'offre politique

actuelle ne séduit pas ces jeunes qui seront appelés aux urnes en 2018 et 2019. *"J'essaye de voter pour des gens plus que pour des partis, mais ce n'est pas facile, ça prend beaucoup de temps"*, explique Henri. *"Je me sens proche du libéralisme, donc du MR, mais ce parti est aussi conservateur et je ne le suis pas. S'enfermer dans un parti, c'est être prisonnier d'une vision unique"*, poursuit Gauthier. *"Je me retrouve séparée entre des idées de droite et des idées de gauche"*, explique Albane. Gabriel, lui, se sent *"plus proche de profs d'unif, de sociologues, de philosophes. Je voudrais qu'ils aient plus leur mot à dire. Pour moi, la politique, c'est aussi tendre la main vers l'autre. J'ai été éduqué dans des valeurs chrétiennes, dont je me sens proche, mais que je ne me retrouve plus dans l'offre politique. On dirait de manière stéréotypée que mes idées sont de gauche mais je ne vois pas pourquoi elles ne pourraient pas être de droite"*.

Libéral et socialiste, ça existe?

Henri explique encore qu'il peut *"soutenir des idées dans tous les partis fréquentables"*, mais se dit *"plutôt libéral d'un point de vue économique. Mais la société étant par nature inégale, il faut essayer de créer le plus possible d'égalité entre les gens. Je dirais du libéralisme-socialiste, mais ça n'existe pas sous cette forme"*. François-Guillaume aurait aimé être électeur en Flandre: *"Je trouve que les partis sont plus clairs, plus pragmatiques. Mais je rêverais d'une circonscription fédérale"*, conclut le jeune homme, qui se dit libéral mais pas conservateur.

**Manifestement, l'offre politique actuelle ne séduit pas ces jeunes qui seront appelés aux urnes en 2018 et 2019.**

## S'engager en politique, oui. Mais pas tout de suite

**J**e crois qu'on va assister, côté francophone, à une redistribution des cartes en politique", analyse Henri, qui n'envisage pas forcément un engagement politique dans l'immédiat. *"J'aimerais travailler avant, je suis opposé au concept de la carrière. Si, à 50 ans, la vie me donne du temps, pourquoi pas?"*

François-Guillaume va dans le même sens: *"J'aurais envie, à un certain moment, de m'engager mais je ne sais pas quand"*. Quant à Gabriel, qui veut être avocat, un métier qu'il considère comme un engagement envers les autres, il affirme: *"Si ça se met dans la carrière, pourquoi pas, mais ce n'est pas ce que je recherche forcément"*. Albane se voit travailler à proximité de la politique, mais peut-être pas dedans. *"J'ambitionne peut-être de travailler à un niveau qui influence le politique, comme lobbyiste par exemple"*. Enfin, Gauthier, qui n'exclut pas une carrière

dans la haute administration, parle de sa haute vision du rôle d'homme ou de femme politique: *"Ça doit être un sacrifice que l'on fait pour son pays et à sa communauté. Mais sûrement pas en en faisant une carrière. L'alternance et les changements réguliers d'élus permettent au débat d'évoluer"*. En écoutant ses camarades, François-Guillaume considère, non sans humour, que *"si on pense tous la même chose, il n'y aura que des vieux en politique"*.

### Un système de votation

Enfin, sur le mode de fonctionnement démocratique en Belgique, notre panel n'est pas opposé à un système plus participatif. *"Faire un référendum une fois de temps en temps, c'est dangereux, on l'a vu avec le Brexit. Si les gens participaient à un système de votation plus régulier comme en Suisse, peut-être que ça pourrait être intéressant"*, conclut Henri.